

# ING finance l'accaparement de terres en Afrique

28 mars 2019



La campagne « Stop Greenwash-ING », menée par une coalition d'ONG, a interpellé la banque ING quant au financement du groupe SOCFIN. En effet, celui-ci est responsable d'accaparements de terres et d'abus de droits humains. En janvier 2019, ING a annoncé la suspension de tout nouveau financement. Mais dès mars 2019, SOCFIN annonce elle-même qu'ING poursuit la collaboration. Les intérêts financiers ont-ils pesé davantage que les principes éthiques ?

Après trois ans d'interpellations, de rapports et de campagnes publiques, ING semblait, mi-janvier, enfin revoir sa relation avec la multinationale SOCFIN suite aux preuves accablantes concernant les pratiques de l'entreprise. ING a en effet communiqué sa décision officielle aux 5 ONG belges : « *Tout renouvellement de financement ou d'octroi de nouveau financement à SOCFIN de la part d'ING à partir de janvier 2019 est conditionné à l'obtention de la certification RSPO [Roundtable on Sustainable Palm Oil] pour toutes les plantations du groupe* ». Le 21 mars 2019, le Groupe SOCFIN annonce le contraire dans un communiqué : « *ING poursuit sa collaboration avec le Groupe SOCFIN (...), la banque ING et le Groupe SOCFIN poursuivent leur collaboration établie de longue date* ». Quelle version croire ? Poussée par les ONG, ING est obligée de confirmer qu'elle a ... changé d'avis.

## Amateurisme, pression ou collusion ?

Ce financement est incohérent avec la propre politique de gestion responsable d'ING et contradictoire avec les engagements pris devant la société civile. ING est informée des problèmes sociaux (conflits fonciers et accaparements de terre) depuis 2013 et des problèmes environnementaux (déforestation) depuis 2016. La décision d'ING se fait au moment où le conflit s'envenime entre SOCFIN et les communautés affectées dans sa plantation en Sierra Leone, provoquant la mort de 2 personnes, le déplacement de centaines de villageois et la détention arbitraire de 18 militants défendant les communautés. Le Sierra Leone est loin d'être un cas isolé. Les conflits similaires ont lieu dans les plantations de l'entreprise au Libéria, au Cameroun (où une procédure de médiation devant le Point de Contact OCDE a échoué), au Cambodge (où une procédure judiciaire est en cours) ou encore au Nigeria et en Côte d'Ivoire.

Sous la pression de SOCFIN, ING a accepté de maintenir ses financements et donne un sursis de 3 ans supplémentaires à la société pour obtenir une certification RSPO de toutes les plantations. Mais ING devrait savoir que ce n'est pas la première fois que SOCFIN tente d'apaiser ses partenaires financiers de cette manière. En 2014 déjà, la société promettait dans son rapport annuel l'obtention de la certification RSPO de toutes ses plantations pour 2018. En 2015, elle revoit sa copie : la plantation du Nigeria serait certifiée en 2017 et toutes les autres plantations africaines en 2020. Rebelote en 2016 : promesse d'obtenir la certification RSPO pour toutes les plantations, mais en...

2022. En attendant, à ce jour, seules les plantations de SOCFIN en Indonésie sont certifiées, et aucune en Afrique. ING devrait exiger que la certification soit effective avant d'envisager de maintenir le partenariat financier avec SOCFIN.